Aperçu des principaux mouvements rebelles au Burundi

@rib News, 26/06/2016 â€“ Source IRIN Briefing â€“ Le whoâ€™s who de lâ€™opposition armÃ©e au Burundi En lâ€™abs
pourparlers Ã lâ€™ordre du jour, la menace de guerre civile sâ€™accroÃ®t Bujumbura, 7 juin 2016 - Un an aprÃ¨s la dÃ©cisi
controversÃ©e du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat, les violences politiques auront
causÃ© la mort de plus de 1Â 150 personnes, selon lâ€™organisation non gouvernementale de suivi des conflitsÂ ACLED.
Le Burundi est de plus en plusÂ divisÃ©Â : lâ€™opposition armÃ©e sâ€™Ã©tend, des opposants au gouvernement disparais
torture, les dÃ©tentions arbitraires et le contrÃ´le des mÃ©dias sont de plus en plus courants. Les tenants de la ligne dure
au sein du gouvernement semblent dÃ©terminÃ©s Ã abandonner lâ€™accord dâ€™Arusha â€” lâ€™entente de partage du po
Ã©lites hutu et tutsi qui a mis fin Ã 13Â ans de guerre civile. Â«Â En ethnicisant son discours et en affichant sa volontÃ© de
mettre fin Ã la dÃ©mocratie de consensus dâ€™Arusha, le rÃ©gime est entrÃ© en rupture ouverte avec une partie du pays,Â
Ã©crit International Crisis Group (ICG) dans son dernierÂ rapport. DÃ©jÃ 250Â 000 personnes ont fui le pays. La sociÃ©tÃ©
burundaise a fait preuve de courage en rÃ©sistant aux incitations Ã la division ethnique. Lâ€™opposition Ã M.Â Nkurunziza es
gÃ©nÃ©ralisÃ©e, mais elle est nÃ©anmoins touchÃ©e par des clivages ethniques et Â«Â le schÃ©ma de rÃ©pression actuel
(dÃ©nonciation dâ€™un complot tutsi, milicianisation des services de sÃ©curitÃ©, constitution dâ€™unitÃ©s fidÃ¨les au pouvo
la crainte dâ€™une rÃ©pÃ©tition des violences de masse du passÃ©Â Â», peut-on lire dans le rapport dâ€™ICG. M.Â Nkurinz
tout dialogue avec le Cnared (Conseil national pour le respect de lâ€™accord dâ€™Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation au
Burundi et de lâ€™Ã‰tat de droit), qui comprend notamment des groupes armÃ©s. Cette alliance dâ€™opposition est pourtan
reconnue par lâ€™Union africaine et les autres Ã‰tats de la rÃ©gion comme interlocuteur du gouvernement. Jusquâ€™Ã pr
les pires violences ont eu lieu en dÃ©cembreÂ 2015 Ã Bujumbura, lorsque des hommes armÃ©s ont menÃ©
desÂ attaquesÂ coordonnÃ©es contre les bases militaires de Ngagara, Musaga, et Mujejuru. Au moins 87Â personnes
auraient Ã©tÃ© tuÃ©es. La police a alors ripostÃ© par des descentes dans la capitale. Des dizaines de corps de civils ont Ã©t
retrouvÃ©s dans des charniers au cours des jours et des semaines qui ont suivi. Mais la violence nâ€™est pas unilatÃ©raleÂ :
moins un charnier a Ã©tÃ©Â dÃ©couvertÂ dans un quartier de lâ€™opposition. Â En lâ€™absence de pourparlers constructif
violence armÃ©e et le risque dâ€™une vÃ©ritable guerre civile augmentent. Alors que les groupes dâ€™opposition prolifÃ¨rent
un aperÃ§u des principaux mouvements dâ€™insurrectionÂ : Les Forces nationales de libÃ©ration (FNL) Les FNL, bras arm
du Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu (PALIPEHUTU), opÃ¨rent depuis plus de vingt ans dans le sud de la rÃ©gion
dâ€™Uvira,Â zone de non-droitÂ de lâ€™est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo. En 2013, leur dirigeant, Agathon R
sorti vaincu dâ€™une lutte pour le pouvoir, a quittÃ© le maquis pour revenir sur la scÃ¨ne politique burundaise. Les FNL sont
aujourdâ€™hui commandÃ©es par Aloys Nzabampema, sous la direction politique dâ€™Isidore Nibizi.Â Les FNL se sont infil
plus massivement au Burundi en 2014 par la rÃ©serve de la Rukoko, frontaliÃ¨re aux deux pays. Ses
membresÂ accusentÂ M.Â Nzurunziza de les traiter comme des Â«Â citoyens de seconde zoneÂ Â» et ont fait le vÅ“u de le
destituer. M.Â Rwasa, en revanche, a choisi de travailler avec le gouvernement, nâ€™en dÃ©plaise Ã de nombreux partisans
des FNL au Burundi. Les FNL ont Ã©tÃ© pris pour cible par lâ€™armÃ©e congolaise et par la mission de maintien de la paix
Nations Unies en 2014, puis enÂ 2015. Mais le mouvement recrute. Selon Refugee International, des rÃ©fugiÃ©s du camp
de Mahama, au Rwanda, ont tÃ©moignÃ©Â avoir Ã©tÃ© abordÃ©s par des reprÃ©sentants des FNL (et par le Mouvement po
solidaritÃ© et la dÃ©mocratie, ou MSD, parti dâ€™opposition burundais). Un rapport des Nations Unies qui aÂ fuitÃ©Â dans la
presse en janvierÂ 2016 donne les dÃ©tails dâ€™un entretien avec 18Â rÃ©fugiÃ©s burundais arrÃªtÃ©s dans la rÃ©gion dâ€
ont affirmÃ© avoir suivi un entraÃ®nement menÃ© par les autoritÃ©s rwandaises et avoir reÃ§u de faux papiers. Les FNL sont
actives dans la province de Bujumbura-Rural, qui entoure la capitale. En mars, les armÃ©es burundaise et congolaise ont
lancÃ© une opÃ©ration conjointe Ã la frontiÃ¨re visant les FNL. En avril, le mouvement aÂ libÃ©rÃ©Â un officier burundais cap
dans la rÃ©gion. RÃ©sistance pour un Ã‰tat de droit au Burundi (RED-Tabara) Ce groupe sâ€™est crÃ©Ã© lâ€™annÃ©e d
serait composÃ© dâ€™anciens soldats, policiers et rebelles dÃ©mobilisÃ©s. Son Â«Â chef dâ€™Ã©tat-majorÂ Â», Melchiade
aÂ affirmÃ©Â que son objectif Ã©tait de Â«Â chasser Nkurunziza et sa cliqueÂ Â», puis de mettre en place un gouvernement d
transition pour organiser des Ã©lections libres et crÃ©dibles. RED-Tabara partage les Â«Â mÃªmes objectifsÂ Â» que le Cnare
mais Â«Â les voies et moyens que nous empruntons sont diffÃ©rentsÂ Â», a-t-il dit. RED-Tabara est considÃ©rÃ© comme le
bras armÃ© du Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (voir plus haut) dirigÃ© parÂ Alex SinduhijeÂ â€“ ce quâ€™a
M.Â Biremba. Ce groupe est particuliÃ¨rement actif Ã Bujumbura. Il affirme ne sâ€™attaquer quâ€™aux forces de sÃ©curitÃ©
des civils ont Ã©galement Ã©tÃ© victimes dâ€™attaques Ã la grenade. Selon M.Â Biremba, RED-Tabara est unie Ã dâ€™aut
mouvements dâ€™insurrection dans son opposition Ã M.Â Nkurunziza, mais Â«Â chacun a sa propre stratÃ©gie militaireÂ Â»
Forces rÃ©publicaines du Burundi (FOREBU) DirigÃ© par le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, qui a menÃ© un coup dâ€™Ã
avortÃ© contre M.Â Nkurunziza en mai de lâ€™annÃ©e derniÃ¨re, le FOREBU soutient lâ€™accord dâ€™Arusha et la rÃ©forn
armÃ©e post-Nkurunziza. Il compte dans ses rangs des membres de lâ€™establishment des services de
sÃ©curitÃ©Â commeÂ Philbert Habarugura, ancien gÃ©nÃ©ral chargÃ© de ses forces armÃ©es, le colonel Gilles Ndihokubwa
occupe le poste de Â«Â chef dâ€™Ã©tat-majorÂ Â» et un ancien commissaire de police, Edward Nibigira, porte-parole du
groupe.Â AprÃ¨s avoir Ã©tÃ© commandant au sein du CNDD-FDD de M.Â Nkurunziza avant lâ€™accÃ¨s de ce dernier au
pouvoir, M.Â Niyombare est devenu en 2009 le premier Hutu nommÃ© chef dâ€™Ã©tat-major gÃ©nÃ©ral. Peut-Ãªtre plus impo
encore, il a participÃ© aux pourparlers de paix avec les FNL avant la vague dâ€™affrontements que connaÃ®t le pays
actuellement. M.Â Niyombare a dirigÃ© les services de renseignement avant dâ€™Ãªtre rÃ©voquÃ© en 2015 pour sâ€™Ãªtre
dÃ©cision de M.Â Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat. Le FOREBU aurait participÃ© Ã lâ€™attaque dâ€™un comm
de police Ã Musaga (Bujumbura) en fÃ©vrierÂ 2016 qui a fait quatre morts parmi la milice progouvernementale des
Imbonerakure. Il a Ã©galement menÃ© des attentats Ã la grenade conjoints avec RED-Tabara dans les quartiers de Cibitoke
et Kinanira de la capitale, qui, selon des tÃ©moignages, visaient des civils. Son principal coup dâ€™Ã©clat a Ã©tÃ© lâ€™assa
lieutenant-colonel Darius Ikurakura dans une base militaire de Bujumbura en mars. ConsidÃ©rÃ© commeÂ lâ€™homme de
mainÂ du rÃ©gime, M.Â Ikurakura Ã©tait responsable des opÃ©rations de sÃ©curitÃ© dans les bastions de lâ€™opposition de

Bujumbura. Le FOREBUÂ estimeÂ que le dialogue est lâ€™unique voie de sortie de la crise, mais il entend poursuivre la lutte armÃ©e tant que le gouvernement refusera de participer Ã un dialogue inclusif. Union des patriotes pour la rÃ©volution (UPR) NÃ© en fÃ©vrier Ã Karuzi, dans lâ€™est du pays, ce groupe dÃ©clarait dans unÂ communiquÃ© annonÃ§ant sa crÃ© Ã©tait composÃ© de Â«Â cadres civils et militairesÂ Â» dÃ©terminÃ©s Ã Â«Â instaurer un rÃ©gime dÃ©mocratiqueÂ Â». Dâ€ Burundi NewsÂ : Â«Â Lâ€™UPR est dirigÃ© par Antoine Sinzumunsi, ancien substitut gÃ©nÃ©ral prÃ¨s de la cour dâ€™appel Bujumbura [â€¦]. Il a Ã©tÃ© de janvierÂ 2010 Ã maiÂ 2012 un inspecteur de la justice. Il revendique lui aussi quelques dizaines de combattants.Â Â» Mouvement de la rÃ©sistance populaire (MPR) Mouvement apparu en dÃ©cembreÂ 2015 dans unÂ communiquÃ© de presseÂ signÃ© par lâ€™autoproclamÃ© leader militaire Didier Nyambariza, ancien policier qui a fui le p aprÃ¨s les Ã©lections controversÃ©es de 2010 boycottÃ©es par lâ€™opposition. Le groupe se serait entraÃ®nÃ© dans les montagnes congolaises du Sud-Kivu. Il nâ€™a revendiquÃ© aucune attaque. Force de libÃ©ration de la dÃ©mocratie au Buru (FLDB) Ce mouvement a annoncÃ© sa crÃ©ation sur les rÃ©seaux sociaux en maiÂ 2016. Son chef miliaire est CÃ©lestin Manirakiza, ancien rebelle au sein des FDD de M.Â Nkurunziza. Il a travaillÃ© Ã des postes haut placÃ©s dans la police et notamment dans le Groupement mobile dâ€™intervention rapide, unitÃ©Â spÃ©cialeÂ accusÃ©e de dÃ©tentions illÃ©gales et torture. Mouvement patriotique chrÃ©tien (MPC) On en sait peu sur ce mouvement, qui nâ€™a annoncÃ© sa crÃ©ation quâ€ maiÂ 2016. Il est dirigÃ© par un mystÃ©rieux personnage, Jean-Paul Ndendakumana, inconnu des milieux politique et militaire. ParÂ Jean-Baptiste Nkurunziza et Obi Anyadike